tinité du mariage, pour satisfaire au point de vue spécial auquel nous nous sommes placés, en traitant cette question.

La forme requise pour que le contrat conjugal soit valide est celle-ci : tout mariage doit être célébré en présence du curé et de deux témoins. Ce sont là les solennités prescrites par le concile de Trente, et le décret *Ne temere* n'a apporté aucun changement à ces formalités : ce dernier déclare, en effet : " que seuls sont valides, les mariages contractés devant le curé et au moins deux témoins ".

Tous les auteurs admettent que la présence de témoins n'a jamais été, avant le concile de Trente, nécessaire pour la validité du mariage. C'est ce dernier concile qui le premier a proclamé la nécessité de deux témoins. Cette législation a été maintenue par le récent décret.

On exige la présence de deux témoins, parce que c'est là le moyen légal le plus ordinaire de prouver l'existence d'un fait. De tous temps, on a accordé pleine créance au témoignage de deux personnes. En prescrivant que tout mariage soit célébré devant deux témoins, on donne toute possibilité de faire la preuve de l'existence du contrat. Il est difficile de nier la sagesse de cette clause : d'ailleurs elle a été reconnue par tous, puisque la plupart des législations modernes ont depuis adopté cette formalité.

Il faut de plus la présence du curé. Nous avons déjà indiqué le rôle du curé dans la célébration du mariage : il est certain qu'il n'est pas le ministre du mariage : il n'est qu'un témoin qualifié. Au concile de Trente, on proposa d'abord que tout mariage fut célébré en présence d'un notaire : le curé, en effet, dans la célébration du mariage ne joue que le rôle d'un notaire : il n'est pas autre chose que le témoin légal. Afin de garder au mariage son caractère sacré et en même temps de lui assurer les bénédictions de l'Eglise, on préféra faire célébrer tout mariage devant un curé. Etait-ce là une nouveauté dans l'Eglise, ou bien au contraire ne faisait-on que renouveler une législation antérieure. C'est ce qu'on est tout-à-fait libre de discuter, bien que nos préférences semblent devoir aller à la première opinion. Il reste cependant toujours vrai que, d'après le concile de Trente et le décret *Ne temere*, tout mariage doit être célébré devant le curé, sous peine de nullité.